



La dette des Etats-Unis envers les Ursulines de Trois-Rivières

Raymond Douville, M.S.R.C.

Numéro 22, 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079976ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079976ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Douville, R. (1957). La dette des Etats-Unis envers les Ursulines de Trois-Rivières. *Les Cahiers des Dix*, (22), 137–162.

<https://doi.org/10.7202/1079976ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La dette des Etats-Unis envers les Ursulines de Trois-Rivières

Par RAYMOND DOUVILLE, M.S.R.C.

Dans le bref chapitre où sont relatés les événements qui ont marqué, en 1775 et 1776, le séjour à Trois-Rivières de quelques régiments de l'armée américaine, l'annaliste des Ursulines raconte l'anecdote suivante :

« Ces infortunés (les soldats irlandais) et, en général, tous les soldats bostonnais souffraient de la privation des choses les plus nécessaires; mal vêtus, sans pain, sans presque aucune provision, ils étaient réduits à la misère de l'indigence; ils vivaient en grande partie d'aumônes dans notre ville, et un nombre considérable d'entre eux étaient à notre hôpital depuis plusieurs mois. Le notaire Badeaux, notre agent, s'étant rendu chez le commandant pour réclamer une indemnité pour le soin de ces soldats malades, celui-ci répondit : — « Il n'y a pas d'argent d'arrivé ». — « Monsieur, que voulez-vous que fassent ces dames ? Elles avancent leur argent pour nourrir et soigner vos soldats, et elles ne peuvent être payées. Il est impossible que dans de telles conditions, on puisse continuer à prendre soin de vos malades ». — « Eh bien ! m'a-t-il dit, dites-leur qu'elles prennent patience, et elles seront payées ». — « Je vais donc, lui ai-je répondu, dire à ces dames qu'elles nourrissent vos soldats avec de la patience; nous verrons comme ils seront bien gras. » Il sourit à ma réplique, et me dit que bientôt il y aurait de l'argent ».¹

Depuis lors, cent quatre-vingt-un ans se sont écoulés, et l'argent n'est jamais venu, même si, pendant ce temps, les Etats-Unis sont devenus la nation la plus riche et la plus puissante de la terre !

Sans aucun doute, la dette est prescrite au point de vue légal. Mais elle ne l'est pas pour l'histoire, et c'est le récit des événements qui ont fait

¹ *Les Ursulines de Trois-Rivières*, Vol. I, pp. 367-368. Badeaux, *Journal*, p. 196. Les nombreuses références que nous donnerons du *Journal* du notaire Badeaux, au cours de cet article, ont trait, sauf indication contraire, à l'ouvrage de l'abbé Verreau, *L'Invasion du Canada*, Montréal, 1870. Ce *Journal* a également été publié dans *La Revue Canadienne*, mars-avril-mai 1870.

des Etats-Unis les débiteurs des humbles Ursulines de Trois-Rivières que nous voulons consigner ici.

On a longtemps cru, en certains milieux, et on le croit encore, qu'il s'agit d'une pure légende, issue comme tant d'autres des brumes de l'invasion américaine. Mais les faits sont là, et on est bien obligé d'admettre que les billets promissoires signés par les commandants militaires de Trois-Rivières au temps de l'occupation et garantissant le paiement des soins donnés aux soldats blessés à l'hôpital des Ursulines n'ont jamais été honorés.

La charité exercée par les Ursulines à l'endroit des soldats révolutionnaires posait déjà aux Religieuses un problème psychologique aigu. Même si la majorité de la population, comme on le verra, était sympathique à la cause américaine, les autorités religieuses, suivant en cela les directives épiscopales de Québec, prêchaient la loyauté à l'Angleterre, et les Ursulines devaient, par devoir d'obéissance sinon par conviction personnelle, s'y plier. Le fait de soigner à leur hôpital les blessés de l'armée continentale, alors que les soldats anglais étaient pour la plupart dirigés vers l'hôpital militaire, pouvait laisser croire en certains milieux du peuple que les Religieuses étaient, elles aussi, sympathiques aux Bostonnais, dédaignant en cela les directives de l'épiscopat.

La population trifluvienne, sauf quelques rares exceptions recrutées surtout parmi ceux qui détenaient des postes officiels, était gagnée à la cause américaine. Comme d'ailleurs toutes les paroisses environnantes, ainsi que le laisse clairement entendre le rapport des sieurs Baby, Taschereau et William, dressé en 1776.² Il est regrettable que les enquêteurs, pour une raison que nous ignorons, n'aient pas inscrit dans ce rapport le résultat de leurs investigations pour la ville même de Trois-Rivières. Nous avons ainsi perdu un précieux indice de l'état d'esprit qui régnait à cet endroit. Mais d'autres sources nous éclairent à ce sujet.

La principale nous est fournie par le *Journal* du notaire J.-B. Badaeux, Trifluvien très attaché à la cause britannique et dont la bonne foi, par conséquent, ne peut être mise en doute. Dès l'été de 1775, les autorités britanniques demandaient aux chefs religieux et civils d'user de leur influence pour maintenir la population fidèle à l'allégeance britannique. Le 7 septembre, comme le général Carleton quittait Trois-Rivières pour se rendre à Montréal, « il eut la douleur de voir que plus il s'avavançait par en haut, plus il trouvait les habitants opposés à ses desseins »³. Et le len-

2. *Rapport de l'Archiviste de la P. de Q.*, 1927-28, p. 431 et suiv.

3. Badaeux, *Journal*, p. 188.

demain, 8 septembre, alors qu'on cherchait à former un régiment pour aller défendre le fort Saint-Jean, « presque tout le gouvernement de Trois-Rivières refusa de marcher, à l'exception de quelques volontaires des paroisses de la Rivière du Loup, Machiche et Masquinongé; les paroisses de Nicolet, Bécancour, Gentilly et St-Pierre l'Ebequet n'en fournirent pas un seul, malgré les remontrances qu'on leur faisait, tout était inutile... »⁴.

Avec la prudence et la sagacité qui lui étaient coutumières, le grand vicaire Saint-Onge acquiesça d'emblée à la suggestion de quelques partisans britanniques qui réclamaient des prières publiques, pour demander au ciel d'éclairer les esprits rebelles et pour conjurer le danger d'invasion. Redoublant de zèle, M. Saint-Onge ordonna de porter en procession les reliques de saint Clément et de saint Modeste. Après des haltes au couvent des Récollets et à la chapelle des Ursulines, où les religieuses psalmodièrent quelques cantiques appropriés, on revint en procession jusqu'à l'église en chantant le *Te Deum*. A l'issue de la bénédiction du Très Saint Sacrement, les fidèles apprirent que la procession à laquelle ils venaient de participer était le début d'une neuvaine à laquelle ils étaient tous priés d'assister. « Pendant toute la neuvaine, note Badeaux, le monde a été fort assidu à la messe et aux saluts; il s'y trouvait de très bons chrétiens, mais combien y en avait-il d'autres? . . . J'ai ouï dire moi-même à plusieurs personnes sortant de l'église qu'elles y allaient, mais c'était pour prier Dieu que les Bostonnais gagnassent . . . »

Aveu spontané et sincère qui en dit long sur l'état d'esprit de la population trifluvienne. Combien étaient restés sympathiques à la cause britannique? Un bien petit nombre, qui se réduisit encore de façon sensible après les événements de novembre, dont le colonel McLean et le gouverneur Carleton eux-mêmes furent bien involontairement les tristes héros.

En octobre 1775, le gouverneur Carleton, qui se demandait toujours de quelle façon efficace il pourrait secourir le fort Saint-Jean, bouclier temporaire contre l'invasion, donna l'ordre au colonel McLean « de rassembler autant de monde qu'il pourrait et de se rendre à Sorel, où lui-même irait le rejoindre avec toutes les forces qu'il pourrait rassembler ». McLean ne put enrôler que 350 miliciens canadiens. Il arriva à Trois-Rivières le 14 octobre avec sa troupe, « qu'il renforça de miliciens de cet endroit, sous la conduite de M. de Tonnancour⁵ ». Carleton traversa à Nicolet, « où il

4. Badeaux, idem.

5. Louis-Joseph Godefroy de Tonnancour, né à Trois-Rivières le 27 mars 1712. Son titre officiel à cette époque de la révolution américaine était lieutenant-colonel des milices du district de Trois-Rivières. Il décéda le 15 mai 1784.

fit tout en son pouvoir pour engager les miliciens à le suivre ». Exaspéré de la tiédeur des habitants, et voulant faire un exemple, Carleton menaça de mettre le feu à une maison, pour obliger une femme à dire où était son mari. Peine perdue. Les femmes tenaient bon, restaient discrètes, les hommes se cachaient dans les bois. Et Carleton, désespéré, prit la route de Sorel.⁶

Pendant ce temps, le colonel McLean était en route pour le fort de Saint-Jean. Mais il ne put s'y rendre. Depuis le 18 octobre, les Américains occupaient le fort Chambly et avaient détruit les ponts sur la rivière Richelieu. McLean prit la décision de retourner à Sorel. « La désertion augmente dans ses rangs », note Berthelot. Une sorte de panique s'empara de McLean. Il donne l'ordre de mettre à bord des navires tous les canons et munitions qui se trouvent à Sorel, fait détruire ce qu'il ne peut emporter, s'embarque lui-même avec ses troupes et gagne Trois-Rivières où il arrive le 8 novembre, « dans le bâtiment d'Etienne Papillon ». Convaincu que les troupes américaines ne tarderaient pas à venir, il fait enlever « les provisions du gouvernement, les fournitures des casernes et même la poudre qui était chez les marchands »⁷. L'attitude de McLean présente tous les symptômes d'une armée en déroute, pour la population trifluvienne.

Le 17 novembre, sur le coup de midi, Carleton lui-même arrive à Trois-Rivières, venant de Sorel, et on ne fut pas long à connaître les circonstances dramatiques de sa descente du fleuve, voyage qui, lui aussi, ressemblait à une fuite, et dont la légende par la suite s'est emparée pour auréoler le général lorsque la victoire finale eût été assurée.

Cette passionnante odyssee de Carleton des îles de Sorel jusqu'à Trois-Rivières est bien connue. Nous n'en brosserons ici qu'un rapide tableau. Les témoins oculaires des événements de cette époque l'ont tous signalée, avec certaines variantes de détail. Des historiens, par la suite, l'ont analysée et commentée, en particulier Benjamin Sulte, dans son étude historique sur Jean-Baptiste Bouchette, à coup sûr le véritable héros de cette aventure.

Partisan de la cause britannique, Bouchette était un habile marin. Le seul espoir de faire évader Carleton et de le conduire à Québec était de le placer dans une chaloupe et de tâcher d'éviter les sentinelles bostonnaises, postées le long des îles. C'était l'avis de Bouchette, et tous s'y rallièrent. Cinq hommes prirent place dans l'embarcation : Carleton, Bouchette, Boucher de Niverville, Charles-Louis Tarieu de Lanaudière, aide-

6. Badeaux, *Journal*, pp. 169-172. Berthelot, *Mémoire*, p. 230.

7. Berthelot, *Mémoire*, p. 232.

de camp du gouverneur, et un sergent du nom de Bouthillier. Condensant les récits contemporains, Sulte relate en ces termes les péripéties de la fuite nocturne :

« Le docteur Labrie observe que la nuit était sombre et humide. Chaque homme portait trois biscuits. Bouchette touchait l'épaule de son plus proche voisin, lui donnait des ordres à voix basse et celui-ci les communiquait à un autre de la même manière. Aux approches des îles de Berthier, le petit équipage était inquiet parce que l'ennemi occupait le rivage et se tenait surtout dans les îles du sud-ouest du lac; les chenaux, de ce côté, étaient en son pouvoir. Cinq hommes, dans une frêle embarcation, jouaient avec audace et dextérité le sort du Canada. Ils comprenaient très bien la responsabilité qui pesait sur eux. Traverser ces parages, où les passes navigables étaient bordées de bivouacs et si faciles à intercepter, présentait un problème que l'adresse seule pouvait résoudre. C'était se mettre dans la gueule du loup, risquer la mort sous le feu ou la captivité, — plus encore, l'enlèvement du gouverneur qui portait avec lui le salut de la colonie, car sa présence à Québec, avant le blocus de la place, pouvait assurer la résistance jusqu'à l'arrivée de la flotte anglaise attendue, ou du moins espérée au printemps. La région des îles qui rétrécit le fleuve en le transformant à l'état de simples canaux, devenait la clef de toute l'aventure. « Le courage fait entreprendre, mais l'audace fait réussir, et l'adresse couronne le tout ».

« Par bonheur l'autorité était entre bonnes mains. Bouchette prit la passe du nord, mais là aussi les Américains tenaient le rivage et tout en suivant le fil de l'eau on pouvait être vu. Le plus grand péril se présenta aux détroits de Berthier lorsqu'il fallut se glisser entre les foyers lumineux des campements qui se reflétaient sur les deux rives. Les rames furent rentrées. Chaque homme s'écrasa au fond de la berge pour lui donner l'apparence d'une embarcation abandonnée. La lenteur du courant doublait les impatiences des navigateurs. D'un instant à l'autre, on s'attendait à un *qui vive*, à la décharge d'un fusil, à l'abordage de quelque canot. Les aboiements des chiens à terre et les *All's well* des sentinelles troublaient de temps en temps le silence de la nuit. Enfin les feux devinrent plus rares et la nuit plus sombre. On se reprit à nager avec les mains pour accélérer la descente. Le moindre coup d'aviron dans l'eau pouvait être entendu de ceux qui étaient couchés à terre, car on sait avec quelle facilité de pareilles vibrations se transmettent sur une nappe liquide. Durant un parcours de neuf milles, les canotiers trempèrent leurs bras dans le fleuve malgré la température de novembre et ne reprirent l'aviron qu'en voyant sur leur

droite le lac Saint-Pierre dégarni d'îles. A la première lueur du jour, ils mirent pied à terre vers la Pointe du Lac pour se délasser. Les habitants leur apprirent que l'armée américaine était en marche dans la direction des Trois-Rivières »⁸.

Carleton ne séjourna que trois heures à Trois-Rivières. On sait qu'en arrivant il alla dîner chez M. de Tonnancour, toujours déguisé en « habitant ». Est-il vrai, comme l'a affirmé Sulte, que la ville « était remplie d'Américains et que les officiers logeaient chez M. de Tonnancour » ? Berthelot, dans son *Mémoire*, dit bien qu'en arrivant à Trois-Rivières la première personne que rencontra Carleton fut « Malcolm Fraser, ancien royaliste, qui lui assura qu'il n'y avait pas d'Américains dans la ville ». Les personnes que le général cherchait à éviter étaient plutôt des Trifluviens partisans des Bostonnais et qui ne manqueraient certes pas de raconter l'incident. Faut-il également ajouter foi au récit qui nous fait voir Carleton assoupi dans un fauteuil ou sur un banc, brusquement réveillé par Bouchette qui, sans égard aux convenances pour un passager de cette qualité afin de ne pas éveiller les soupçons, le tutoie et lui intime l'ordre de se mettre en route ? L'anecdote, pittoresque, ne manque pas de vraisemblance. Elle a du moins le mérite de cacher un fait plus cruel pour la mémoire de Carleton et dont on n'a pas souligné l'importance, bien que le notaire Badeaux en fasse mention.

Lors du bref séjour du général à Trois-Rivières, une requête signée par la presque totalité des habitants, partisans ou non de la cause britannique était déjà prête à être envoyée au général Montgomery, demandant que lorsque les troupes américaines arriveraient, la population trifluviennne soit traitée avec clémence et humanité. Sans doute les Trifluviens qui accueillirent Carleton ne voulurent pas ajouter à sa détresse en lui apprenant que déjà on le considérait comme le chef de l'armée vaincue.

La requête avait été préparée dès le 9 novembre, au lendemain de l'arrivée du colonel McLean. Elle devait être portée à Montgomery par deux citoyens, un de langue anglaise, William Morris, l'autre de langue française, Pierre Baby, et se lisait comme suit :

« Humble adresse à Son Excellence le Général de Montgomery, supplie très humblement les citoyens de la ville des Trois-Rivières qu'il vous plaise d'exposer à votre Excellence que depuis quelques jours ils s'attendent à voir arriver dans leur ville un détachement de troupes qui ont l'honneur d'être sous vos ordres, et que dans l'incertitude où ils sont

⁸. Benjamin Sulte, *Jean-Baptiste Bouchette*, M.S.R.C., 1908, pp. 73-74.

si votre excellence serait en tête, ils osent vous supplier de vouloir bien ordonner qu'ils fussent traités aussi favorablement que ceux qui ont tombé entre vos mains dans le cours de vos différentes conquêtes.

« C'est pourquoi les suppliants espèrent que votre excellence voudra bien ordonner à l'officier commandant qui prendra possession de cette place, de donner des attentions pour que ses soldats ne fassent aucunes insultes ni troubles dans la propriété de leurs biens et dans la jouissance de leurs intérêts particuliers ainsi que leur santé personnelle.

« Connaissant les sentiments d'honneur et d'humanité inséparables de votre personne, les suppliants ont tout lieu d'espérer la grâce qu'ils vous demandent avec le respect qu'ils ont l'honneur de se dire très sincèrement de votre excellence les très humbles serviteurs ».

Vingt-et-une signatures furent apposées au bas de la pétition, monument de bêtise ou chef-d'oeuvre d'ironie.

Nous hésitons à admettre que l'affolement général ait pu être cause de cette bourde, si toutefois c'en fut une. Nous croyons plutôt que la pétition a été écrite sous la dictée d'une personne bien au courant de la situation locale, au surplus partisane discrète des envahisseurs et qui voulait envoyer dire au général Montgomery par un partisan royaliste que Trois-Rivières était d'avance gagnée à sa cause et qu'il pouvait entrer dans la place sans combattre.

Un incident faillit détruire l'harmonie passagère créée par l'énervement général de ces jours d'incertitude. Il fut suscité par les citoyens anglais de la ville qui, comme toujours, avaient les premiers repris leur sang-froid et leur esprit pratique.

Le lendemain du passage de Carleton, soit le 18 novembre, comme le notaire Badeaux se rendait à la haute ville, il s'aperçut que « les citoyens anglais tramaient quelque chose entre eux »⁹. « Après bien des pas et des démarches, écrit-il, j'appris qu'ils avaient fait faire une requête pour envoyer présenter au général Montgomery en leur nom ». Flairant une perfidie et croyant à juste titre qu'un tel geste serait préjudiciable aux trifluviens de langue française, le notaire courut chez celui qu'il sait en être l'instigateur, William Morris, jusqu'à ces derniers jours fervent royaliste. Ils s'expliquent, et finalement décident qu'ils partiront tous deux porter la requête originale. Le sieur Baby, préalablement choisi, s'était récusé, sans doute parce qu'étant partisan des Bostonnais, il ne pardonnait pas à Morris sa tentative d'imposture.

⁹. Badeaux, *Journal*, p. 177.

La requête fut donc apportée au général Montgomery par deux des plus fervents défenseurs de la cause britannique. Ils se présentèrent le 20 novembre, et le chef bostonnais, après les avoir entendus et questionnés, leur remit une déclaration écrite bien de nature à calmer les appréhensions possibles des trifluviens :

« Je suis très mortifié que vous soyez dans quelque appréhension de votre propriété, je suis convaincu que les troupes du continent ne seront jamais ternies d'aucune imputation d'oppression. Nous sommes venus pour conserver et non pour détruire. Si la Providence continue de favoriser nos travaux, cette province sera sous peu un heureux gouvernement libre. »

Badeaux et Morris rapportèrent aux Trifluviens le généreux message du général américain. « Tout le public a été satisfait », écrit le notaire avec candeur et simplicité.

Lorsque, deux semaines plus tard, le général Montgomery passa en face de Trois-Rivières pour se rendre à Québec où l'attendait son tragique destin, eut-il seulement une pensée pour cette ville qui s'était donnée à lui sans combattre ? C'est peu probable, car il aurait pu accompagner à terre M. Price, un marchand de Montréal devenu membre du Congrès, « qui a débarqué pour faire acheter du rhum, des couvertes, des bonnets et autres articles nécessaires à la troupe ». « M. Montgomery a passé tout droit dans un bâtiment », note Badeaux sans autre commentaire¹⁰.

Quelques jours plus tard, des soldats de l'armée de terre, dont une soixantaine de Canadiens, selon Badeaux, s'arrêtèrent à Trois-Rivières et y séjournèrent assez longtemps.

L'ordre chronologique établi par l'auteur du *Journal*, dans la relation des faits qui ont accompagné l'arrivée des premiers soldats de l'armée continentale, n'est pas particulièrement exact. Essayons donc de préciser un peu. Il écrit que les bâtiments sur un desquels se trouvait Montgomery passèrent en face de Trois-Rivières « au commencement de décembre », soit dans les trois ou quatre premiers jours, et que l'armée de terre y arriva « quelques jours après la passée des bâtiments ».

Deux sources nous permettent d'affirmer qu'il y avait des soldats bostonnais à Trois-Rivières dès le 3 décembre. Ce jour-là, le colonel Livingston, commandant du groupe des Canadiens, signe une facture à Aaron Hart pour 546 gallons de rhum. Le lendemain, 4 décembre, deux soldats bostonnais entrent à l'hôpital des Ursulines : le premier, Samuel Rocks, bostonnais, l'autre, un soldat canadien du nom de Joseph Casavant et si-

¹⁰. Badeaux, *Journal*, p. 198.

gnalé comme appartenant au régiment du colonel Livingston. Un autre, Walter West, entre à l'hôpital le 5 décembre. Tous trois devaient être blessés assez grièvement puisqu'ils ne sortirent que le 4 janvier suivant. Une autre preuve de l'arrivée de l'armée américaine avant le 4 décembre nous est fournie par le notaire Badeaux lui-même. Ce jour-là, écrit-il, le sieur Gogy¹¹ s'est rendu à Trois-Rivières pour se disculper des accusations portées contre lui par « le sieur Larau¹², de la Rivière-du-Loup ». On accusait Gogy d'avoir menacé de faire fouetter les Canadiens qui se montreraient sympathiques aux rebelles. Le 4 décembre, comme Badeaux se trouvait au domicile d'Aaron Hart avec Gogy et Larose, à qui on voulait demander des précisions sur ses accusations, arriva sur les lieux le colonel Livingston, « commandant de l'armée de terre ».

Il y avait donc des soldats bostonnais à Trois-Rivières dès le 4 décembre, soldats américains et soldats canadiens, en route pour Québec. Comme la ville se trouvait sous la domination américaine, ils y séjournèrent pour refaire leurs forces, ce qui donna occasion à un autre officier canadien de faire du zèle. Le capitaine Loiseau, qui commandait une troupe de soldats canadiens de langue française, s'ingénia à imposer des tracasseries aux personnalités trifluviennes qu'il savait être restées loyales à l'Angleterre. Il ordonna à ses soldats de rafler les armes chez M. de Tonnancour, le chevalier de Niverville, M. Cressé et M. Leproust. Le zèle du capitaine était alimenté par les dénonciations de quelques Triflueviens, « que je ne nommerai pas, écrit Badeaux, pour leur épargner la peine et la honte d'une si noire trahison ». Ces personnes laissèrent entendre que M. de Tonnancour avait d'autres armes et même de la poudre, enfouies dans un endroit secret et qu'une perquisition plus approfondie permettrait de trouver. Les choses toutefois en restèrent là, sans doute sur l'ordre du colonel Livingston, qui préférerait s'attacher les sympathies de la population et surtout de ses chefs. Lorsqu'une enquête lui eut prouvé que les accusations portées par Larose contre le seigneur Gogy n'étaient pas fondées, non seulement il réprimanda le partisan trop zélé, mais il remit à M. Gogy un écrit « pour faire publier à la porte de l'église » et par lequel « M. Gogy fut déchargé des fausses imputations faites contre lui »¹³.

Ce François Guillot dit Larose est certainement le moins sympathique des Canadiens transfuges à séjourner à Trois-Rivières au cours de ces mois d'occupation. Arrivé comme soldat en Nouvelle-France en 1740, il reste

11. Conrad Gogy, seigneur d'Yamachiche.

12. François Guillot dit Larose.

13. Badeaux, *Journal*, p. 200.

au pays après la conquête, et s'occupe de commerce, à Québec d'abord, puis à la Rivière-du-Loup (aujourd'hui Louiseville), où on le retrouve vers 1767. En 1770, il devient censitaire d'un moulin que les Ursulines de Trois-Rivières possèdent à cet endroit, et, en 1772, il achète une terre, propriété des mêmes Religieuses. Dès le début de la guerre, il prend fait et cause pour les rebelles, dont il fut un des plus ardents propagandistes dans les régions trifluvienne et soreloise.

Lorsque les Américains revinrent de Québec au printemps de 1776, François Guillot dit Larose, dont le zèle ne s'était pas refroidi, se joignit aux troupes. Il se mit aux ordres du général Sullivan qui arriva à Sorel à la fin de mai, et dont la mission était d'épier les allées et venues de l'armée anglaise. Les connaissances topographiques que possédait Larose de la région du lac Saint-Pierre s'avèrent fort précieuses au général américain. Au début de juin, Sullivan dépêcha le général Thompson et un groupe de 1800 soldats avec mission de s'emparer de Trois-Rivières. Larose et Pierre Dupaul servirent d'éclaireurs à la troupe américaine, et c'est sous leur direction que fut effectuée la traversée du lac Saint-Pierre, de Saint-François-du-Lac à la Pointe-du-Lac, prélude au combat du 8 juin, dont nous parlerons plus loin.

Comme on peut le constater, toute l'activité des troupes américaines dans la région trifluvienne semble toujours alimentée et attisée par le zèle et le dévouement de cet individu, qui pratiquait à un haut degré l'art de l'intimidation et du chantage.

Doit-on croire que François Guillot dit Larose, qui exerçait la profession de marchand, espérait, par ses relations avec l'armée américaine, accroître son commerce ? Nous sommes plutôt d'avis, en étudiant ses agissements, qu'il était un partisan aveugle et passionné de la cause de la liberté. D'ailleurs, il sembla peu se soucier de la concurrence de deux autres hommes d'affaires, qui, eux, étaient des commerçants avant tout : Christophe Pélissier, le directeur des Forges Saint-Maurice, et le marchand Aaron Hart.

Dès le passage à Trois-Rivières des troupes américaines en route pour Québec, au début de décembre 1775, Pélissier et Hart se mirent à leur service. S'il faut en croire Pierre de Sales Laterrière, Pélissier rencontra les chefs bostonnais et s'engagea à leur fournir des boulets, des poêles et des canons. Après l'arrivée du général Wooster à Trois-Rivières, il assista aux assemblées et aux conseils que tenaient régulièrement les nouveaux occupants de la place. Le 8 mars 1776, le notaire Badeaux note que le directeur des Forges Saint-Maurice « a envoyé au commandant de cette ville deux milliers de fer pour faire, dit-on, des pioches pour le siège de Québec ».

Il note également que le général Wooster étant parti pour Québec, Pélissier « lui a donné sa carriole couverte et deux chevaux avec son cocher pour le mener jusqu'au camp ». Le 14 mars, Pélissier soupe à Trois-Rivières avec le général Benedict Arnold, qui l'avait envoyé chercher aux Forges; les invités sont Fafard-Laframboise, Jean-Baptiste Courval, l'orfèvre Ignace-François Delzenne et quelques autres.¹⁴ Le lendemain, Arnold accepte l'invitation de Pélissier et va dîner aux Forges. On y discuta certainement de stratégie militaire et de ravitaillement. Pélissier se montre tellement optimiste et généreux que le général américain le nomme colonel général des milices du Canada.

Le directeur des Forges est définitivement conquis et circule librement entre Trois-Rivières et Sorel dans les rangs des troupes rebelles. Aussi, à l'arrivée du général Carleton à Trois-Rivières le 7 juin, se sent-il en danger et il s'enfuit à Sorel, avant de se rendre à Saint-Jean puis aux États-Unis. Plus heureux que son compagnon trifluvien Aaron Hart, il réussit à se faire verser deux mille livres par le Congrès américain.

Sans doute parce que, dans les relations commerciales qu'il entretenait avec les troupes américaines, Aaron Hart usait de plus de discrétion que Pélissier, le notaire Badeaux ne parle presque pas de lui dans son *Journal*. Mais on sait que dès l'arrivée des troupes de terre, le 3 décembre 1775, le marchand trifluvien devint leur fournisseur et leur resta fidèle jusqu'au départ de juin 1776.¹⁵

* * *

Durant les premiers mois de 1776, les Trifluviens furent soumis à toutes les tracasseries inhérentes aux périodes d'occupation militaire. Le

14. Jean-Baptiste Fafard dit Laframboise, marchand, époux de Geneviève Trottier. Il était fils de Jean-Baptiste Fafard et de Louise-Charlotte LeGardeur.

Jean-Baptiste Poulain de Courval, seigneur de Cressé, époux de Félicité Adélaïde Pillet. Il fut plus tard mis en faillite par Aaron Hart.

Ignace-François Delzenne, orfèvre et beau-père de Christophe Pélissier. Ce dernier avait épousé Catherine-Josette Delzenne à Bécancour le 8 mars précédent. L'orfèvre Delzenne n'était probablement que de passage à Trois-Rivières à cette époque. M. Gérard Morisset, qui a étudié de près la vie de cet artiste, le dit domicilié à Québec en 1775-1776. Ce n'est qu'en 1779 que Delzenne se dit "marchand orfèvre demeurant ordinairement aux Trois-Rivières, rue des Forges". Si Delzenne était à Trois-Rivières en 1775, c'est sans doute, comme le dit M. Morisset, qu'il avait été expulsé de Québec par Carleton, comme nombre de gens qui sympathisaient un peu trop ouvertement avec les rebelles.

15. Nous avons déjà raconté en détail, dans un récit de la vie d'Aaron Hart, les relations de ce marchand trifluvien avec les troupes américaines, et ses vaines tentatives pour obtenir le paiement des marchandises qu'il avait fournies. Nous n'avons donc pas à y revenir ici. (*Aaron Hart*, récit historique, Éditions du Bien Public, Trois-Rivières, 1938).

notaire Badeaux en signale quelques-unes. Mais bien des épisodes, certes, lui ont échappé, particulièrement lorsque l'étoile britannique n'était pas particulièrement brillante. Il a relaté de façon plutôt fantaisiste, sinon cavalière, la mort du général Montgomery sous les ramparts de Québec : « Ne trouvant aucun moyen pour entrer en ville, il forma (sic) l'escalade le 1er janvier de l'année 1776, à 4 h. du matin, mais tout le succès qu'il en a retiré c'est d'aller dans l'autre monde chercher les étrennes de cette nouvelle année, accompagné de plusieurs officiers et soldats ».

Le bon notaire laisse ici percer sa satisfaction de l'échec de l'armée bostonnaise. D'ailleurs, chaque jour des Bostonnais et des Canadiens passaient ou séjournaient à Trois-Rivières, tous plus ou moins éclopés, éloquentes figures de la défaite prochaine. Badeaux raconte qu'il a causé avec un soldat qui « avait laissé le bout du pouce à Québec et qui était bien content de n'en avoir pas laissé plus long ».

Les partisans britanniques se réjouissaient à qui mieux mieux de la tournure des événements. Peut-être, même s'ils n'étaient pas nombreux, manifestèrent-ils trop bruyamment au gré des occupants. Il y eut plainte. Et le général Wooster fit publier une ordonnance défendant de parler contre l'armée d'occupation, sous peine d'extradiction. L'ordonnance est publiée et affichée à la porte de l'église paroissiale.

De temps à autre des Bostonnais passent, se rendant à Québec apporter du renfort. Le 8 février, un détachement s'arrête et s'installe. Il est commandé par le capitaine Goforth et se loge dans les casernes, dépouillées de tout confort, même le plus élémentaire, depuis la rafle exécutée lors du passage du colonel McLean. Le marchand Aaron Hart fournit le rhum et des vivres, mais les citoyens doivent fournir gratuitement leur part. Les casernes n'étant pas suffisantes pour loger tous les soldats, les Trifluviens sont forcés d'ouvrir leurs portes pour en héberger. Et ce ne sont pas toujours les plus gentilshommes de ces soldats qui sont ainsi leurs hôtes. Les habitants doivent subir ceux que le hasard ou le caprice du capitaine leur envoient. C'est la guerre, c'est l'occupation, avec tout ce que ce mot comporte d'ennui et de tribulations.

Pour mettre le comble au malaise général, le capitaine Goforth fait traduire en français par le notaire Badeaux une proclamation ordonnant à tous les officiers de remettre les commissions qu'ils avaient reçues du général Carleton. Tous s'exécutent, craignant les représailles. Tous, sauf M. de Tonnancour. Ce dernier prétexte qu'il n'a pas à remettre sa commission de colonel, vu qu'elle est sa propriété personnelle et que le général Montgomery a promis, dans sa proclamation du 20 novembre, de main-

tenir tous les citoyens dans leur propriété. M. de Tonnancour en cite les termes : « Je suis convaincu, affirmait le général américain, que les troupes du Continent ne seront jamais ternies d'aucune imputation d'oppression. Nous sommes venus pour conserver, non pour détruire . . . » M. de Tonnancour joue un peu sur les mots, mais il gagne ainsi du temps et, indirectement, invite ses concitoyens à ne pas désespérer. Une subtile discussion s'engage entre le vieux militaire et le capitaine Goforth. Ce dernier a des ordres, il doit les exécuter. Si le colonel trifluvien se prétend dans son droit, qu'il aille exposer ses vues au général Wooster. M. de Tonnancour se dit prêt à s'y rendre, mais vu son grand âge, sans doute son fils pourrait-il y aller à sa place et plaider sa cause. Non, de répondre le capitaine bostonnais, M. de Tonnancour doit y aller en personne, et il lui accorde deux fois vingt-quatre heures pour s'exécuter. M. de Tonnancour se résigne donc à accomplir le voyage. Il s'y prépare. Mais, « dans cet interval il vint des tems abominables par la neige et le froid, ce qui occasionna M. de Tonnancour de remettre sa commission au commandant, ne pouvant avoir un plus long délai »¹⁶.

Le 18 février, le capitaine Goforth fait élire de nouveaux officiers de milice, après quoi, pour se gagner des sympathies, il offre à dîner à quelques invités, dont M. Badeaux, qui raconte qu'ils burent à la santé du général Carleton au nez du commandant bostonnais. C'est une vantardise probablement, d'autant plus que, deux jours plus tard, le notaire est invité à accompagner Goforth à Bécancour pour nommer là aussi de nouveaux officiers, ainsi qu'à Saint-Pierre-les-Becquets deux jours plus tard. Au dîner du capitaine, le notaire Badeaux avait peut-être levé son verre à la santé de Carleton, mais de façon discrète, et d'une discrétion presque invisible . . .

Pendant ce temps, d'autres Bostonnais passent, se rendant à Québec. Il en arrive une trentaine le 21 février; un nombre à peu près égal le 1er mars. La route est longue, et Trois-Rivières est un bon poste de relai. On s'y arrête, on s'y loge, on se remet des fatigues de la route. Et les citoyens doivent subir les caprices de ces passagers indésirables.

Les Religieuses Ursulines, toutes à leur devoir de charité, accueillent tous ceux que le hasard leur envoie. Soldats britanniques, soldats bostonnais, ce ne sont pour elles que des malades, des corps souffrants. Les Soeurs infirmières ignorent même l'identité de leurs patients. Seule Mère dépositaire recueille les noms, note les remèdes fournis et le temps du sé-

¹⁶. Badeaux, *Journal*, p. 185.

jour. De temps en temps, le capitaine bostonnais vient visiter ses malades, réclame une liste de noms et les sommes dues. Mère de la Nativité se rend à son désir; il examine les renseignements fournis, les approuve et y appose sa signature. Le paiement viendra plus tard . . .

Par-ci par-là, des nouvelles parviennent, soit par des déserteurs, soit par des voyageurs. On n'ose pas trop s'y fier, car elles sont contradictoires. Les uns affirment que les Québécois sont bien décidés à tenir le coup et à battre définitivement les Bostonnais. En même temps, on apprend que les soldats cantonnés à Montréal se sont révoltés, sous le prétexte qu'on les avait enrôlés pour maintenir la paix et non pour se battre. Pourtant, devant certaines évidences, les Trifluviens doutent encore du succès final des troupes anglaises. Le 9 mars, ils voient passer 105 voitures chargées de munitions de tous genres, conduites par trente-cinq Bostonnais. Le lendemain, arrivent deux compagnies, et des soldats racontent que le général Lees, cantonné à Montréal, les suivra sous peu pour gagner Québec. On ne sait plus qui croire.

Arrive le 17 mars, jour de la Saint-Patrice, et les Irlandais des troupes américaines célèbrent de façon bruyante la fête de leur patron. Ils organisent une parade, se rendent en face de la demeure de M. de Tonnancour, et crient : *God dam that house and all that is in it !* Le notaire Badeaux, qui rapporte l'anecdote, dit que le fils de M. de Tonnancour ouvrit une fenêtre et cria : *God may for ever dam you all !* Après ce bref et peu édifiant colloque, les Irlandais se remettent en route et se rendent chez M. Fafard-Laframboise, un zélé partisan bostonnais, qui offre du rhum aux soldats et des boissons plus raffinées aux officiers.

Le lendemain, 18 mars, survient un autre groupe de soldats bostonnais, dans un état pitoyable. « Ils ont demandé la charité dans toutes les maisons de la ville, disant qu'ils crevaient de faim. Je leur ai donné (malgré moi) environ 4 à 5 lb. de lard en différentes fois. Une dizaine ont été chez M. de Tonnancour qui leur donna à manger, mais non content de cela, ils voulaient à toute force ôter la viande qui était à la broche, malgré la cuisinière; à la fin, on les menaça du commandant; ils s'en furent en donnant des coups de baïonnettes dans les cloisons et dans les portes . . . M. le Grand Vicaire en ayant rassasié quelques-uns et ne se croyant pas obligé de nourrir toute la garnison, fut contraint de faire fermer ses portes pour pouvoir manger tranquillement ».¹⁷

D'autres troupes arrivent deux jours plus tard, conduisant une

¹⁷. Badeaux, *Journal*, pp. 191-192.

vingtaine de voitures. Le même sans-gêne recommence, et le commandant ayant eu vent du trouble causé par ces soldats de passage, prie M. Badeaux de l'excuser auprès de M. de Tonnancour, promettant de faire tout en son possible pour calmer les esprits.

Les semaines passent, sans rien apporter de nouveau que ces petits désagréments quotidiens, monotones même dans leur diversité. Enfin, le 14 avril, l'arrivée du général Arnold apporte un peu de regain de vie, en ce sens que la petite ville s'enorgueillit un peu d'avoir enfin dans ses murs un vrai chef de l'armée bostonnaise. Un grand dîner est offert en son honneur, réunissant les chefs locaux sympathiques à l'armée continentale. Le général va prendre un repas aux Forges, comme nous l'avons dit, revient à Trois-Rivières et, en se montrant au peuple, cherche à lui donner confiance. Il part pour Montréal le 16 au matin. Tout le monde est relativement heureux, sauf les partisans britanniques, de moins en moins nombreux, les religieuses Ursulines, qui attendent patiemment le paiement de leurs secours médicaux, et les soldats bostonnais qui se plaignent de plus en plus de n'être pas payés depuis plus de sept mois maintenant.¹⁸

Pour se consoler de n'être pas payés, les soldats se livrent au pillage, et c'est encore M. de Tonnancour qui est leur victime de choix, ainsi que M. de Normanville. Ils projettent d'aller piller M. Guky, à Yamachiche, mais à la suite de plaintes auprès du commandant, ils sont mis à la raison. Un peu partout, dans les campagnes avoisinantes, les habitants sont aux abois, car des soldats affamés rôdent comme des loups autour des fermes. La majorité des citoyens espère toujours la victoire américaine, mais on commence à vouloir la paix à tout prix, de quelque côté qu'elle vienne.

Au cours du mois de mai, la victoire se précise du côté britannique. Les Bostonnais retraitent, abandonnent Québec et tentent de se regrouper à Sorel, petit bourg qui, depuis les débuts de l'invasion, semble leur avoir porté bonheur. Ils quittent également Trois-Rivières, laissant leurs malades à l'hôpital des Ursulines, et de ce nombre sont quatre officiers. Un chef bostonnais imagine d'emmener en otages quatre notables de la ville, en garantie des quatre officiers malades. « M. Péliissier s'étant trouvé avec eux lorsqu'ils en parlaient, leur dit qu'ils feraient très mal; qu'ils allaient irriter le reste de la nation contre eux. Ce conseil fut accepté et ils n'ont

¹⁸. Dans une lettre au Congrès américain, le 8 mai 1776, les commissaires Franklin, Chase et Carroll, chargés d'enquêter à Montréal, déclaraient « que les dettes de l'armée envers les habitants du Canada s'élevaient en ce moment à quatorze mille livres sterling, et qu'il en faudrait six mille autres pour relever le crédit des Colonies. » (Victor Morin, *L'échauffourée américaine de 1775-76*. M.S.R.C., 1950)

pris personne ».¹⁹ Il semble que dans l'affolement général, seul Pélissier n'a pas perdu la tête en cette occasion. La population trifluvienne lui doit, au moins pour ce geste, un peu de reconnaissance. Et il aura empêché le nouveau peuple américain de quitter cette ville marqué du sceau de l'ignominie.

* * *

La bataille du 8 juin, dans la banlieue de Trois-Rivières, scella définitivement le sort de la guerre.

Le général Sullivan, cantonné à Sorel où il recevait les messages de ses indicateurs, probablement influencé aussi par les suggestions de Pélissier, crut qu'il pourrait facilement, avec ce qui lui restait de troupes valides, reprendre possession de Trois-Rivières, avant l'arrivée de l'armée de Carleton. Ensuite, il se serait dirigé vers Québec. Il place donc le général Thompson à la tête de quelque 1,800 soldats qui se rendent d'abord à Saint-François-du-Lac, traversent le lac Saint-Pierre, guidés par Larose et Pierre Dupaul, et arrivent à la Pointe-du-Lac dans la soirée du 7 juin. Ils font prisonnier un cultivateur du voisinage, Antoine Gauthier, à qui ils ordonnent de les conduire à Trois-Rivières à la faveur de la nuit. Malheureusement pour eux, Gauthier est un des rares habitants de la Pointe-du-Lac qui n'affiche pas de sympathies bostonnaises. Il réfléchit rapidement à la situation, et ne voit qu'un moyen de faire avertir les autorités militaires de Trois-Rivières de l'imminence du danger. Il demande la permission d'aller un moment chez lui, histoire de s'habiller pour l'expédition. Son épouse, alertée en vitesse, prend un chemin détourné et court dire au capitaine de milice de se rendre sans tarder à Trois-Rivières, par le chemin du roi, et d'informer les autorités de l'invasion qui se prépare. Gauthier vient retrouver le groupe bostonnais et réussit à convaincre le commandant Thompson qu'il serait dangereux de suivre la route régulière, le long du fleuve, à cause des canonnières postées le long de la rive. Il suggère de prendre une route qu'il connaît bien, le long du coteau Sainte-Marguerite, route plus longue, mais moins exposée au danger d'être attaqués.

Gauthier réussit à faire durer toute la nuit la randonnée à travers bois. Pendant ce temps, les troupes trifluviennes, averties à temps par le capitaine Guay, prennent les dispositions nécessaires pour accueillir l'ennemi. De onze heures du soir le 7 juin, jusqu'à quatre heures le len-

¹⁹ Badaeux, *Journal*, p. 215.

demain matin, on creuse des tranchées dans la Commune. Les soldats britanniques, dirigés par Malcolm Fraser, vont se poster au sommet du coteau, près d'une butte de sable. Les Trifluviens, sous la conduite de Boucher de Niverville, attendent l'ennemi dans les tranchées. Antoine Gauthier dirige les Américains, comme par hasard, directement entre les deux groupes . . .

On connaît l'issue de la rencontre. Plus de trois cents morts. Le général Thompson et le colonel Irwin sont faits prisonniers avec plus de deux cents officiers et soldats. Un nombre égal de prisonniers sont capturés au cours de l'après-midi. Le *Journal* du notaire Badeaux se termine sur cette phrase : « Nous apprenons par des habitants de Machiche que, depuis le jour de la bataille donnée le 8, il sort des Bostonnais du bois qui sont blessés et qu'il y en a plusieurs de morts; en conséquence, un parti de Canadiens de cette ville sont allés dans les bois pour faire la recherche des blessés pour les amener en ville . . . »

Triste épilogue d'une épopée qui pourtant s'annonçait glorieuse. Combien de soldats bostonnais dorment leur dernier sommeil dans les bois et les marécages de la région des Forges et de la Pointe-du-Lac ? Nous ne le saurons jamais. Quelques-uns, morts ou fatalement blessés, furent ramenés à Trois-Rivières. On leur donna une sépulture décente. A la date du 22 juin, on lit dans le registre de catholicité de la paroisse de Trois-Rivières l'inscription suivante : « Sépulture de plusieurs personnes dont les noms n'ont point été donnés ainsi que l'âge. Encore a-t-il fallu faire deux annonces au prône pour déterminer les personnes intéressées à cet enregistrement ».

Des soldats blessés furent transportés à l'hôpital des Ursulines. Quelques-uns y moururent, et furent inhumés dans le cimetière provisoire situé sur le terrain de la poudrière, en face de l'hôpital. Nous ne saurons jamais leurs noms. D'autres, décédés plus tard, furent inhumés au cimetière protestant. Les soldats catholiques morts à l'hôpital ont probablement été inhumés dans le cimetière du jardin des Religieuses, dont la plupart des registres d'entrée ont été détruits dans l'incendie de 1806. Les *Annales des Ursulines* nous apportent donc peu de renseignements précis sur ce point. « Notre Hôtel-Dieu, lit-on à la page 372 du tome premier, servait d'hôpital pendant l'invasion américaine. Non seulement les salles mais la chapelle même était remplie de malades et de blessés; le Saint-Sacrement avait été transporté dans la sacristie. Nos supérieurs ecclésiastiques retranchèrent pendant ce temps tous les exercices de dévotion, afin de laisser aux religieuses plus de temps à consacrer aux malades ». A dé-

faut de précision, nous avons du moins un tableau d'ensemble de la situation créée par l'arrivée de ce nombre inattendu de malades qui exigeaient des soins immédiats.

Nous ignorerons probablement toujours le nombre exact d'officiers et de soldats bostonnais qui ont été soignés à l'hôpital des Ursulines. La liste officielle que nous donnons ci-après se termine le 24 avril 1776. Mais nous savons de source sûre que le plus grand nombre y séjourna après cette date.

C'est à n'en pas douter des blessés de la bataille du 8 juin que parle l'annaliste dans le passage que nous venons de citer. Il n'y avait pas eu, dans les mois précédents, d'hécatombe justifiant la transformation de la chapelle en salle de pansements. Et c'est probablement parce qu'il s'agissait de soins d'urgence que les religieuses n'ont pu recueillir les noms de tous les blessés. Non seulement les infirmières proprement dites, mais toutes les religieuses disponibles se dévouèrent à soigner les malades, panser leurs plaies, laver leur linge et les nourrir.

De nombreux blessés, après avoir reçu les premiers soins nécessaires, repartirent et allèrent grossir le nombre des prisonniers. Le général Riedesel, arrivé à Trois-Rivières au matin du 10 juin, raconte dans ses mémoires qu'il vit des prisonniers « et les blessés américains des Ursulines », parmi lesquels il eut la surprise de retrouver des soldats allemands de Virginie.²⁰ Un de ceux-ci, George Forge, devait mourir de ses blessures à l'hôpital le 12 juin. Berthelot, de son côté, signale, à peu près dans les mêmes termes que le notaire Badeaux, que la fuite des Américains fut si précipitée, « qu'ils abandonnèrent leurs blessés dans le bois. Des habitants de Machiche en ayant aperçu quelques-uns, des citoyens de Trois-Rivières les allèrent chercher jusque dans les bois de cette paroisse afin de les faire soigner ».²¹ C'est certainement l'hôpital des Ursulines qui hérita de cette nouvelle moisson.

* * *

Bref, le nombre total d'officiers et de soldats de l'armée américaine qui ont reçu des soins à l'hôpital est impossible à déterminer. Les religieuses elles-mêmes ne l'ont probablement jamais su de façon précise, principalement en ce qui concerne le combat du 8 juin. Et sans doute n'auraient-elles jamais songé à réclamer le remboursement de leurs dépenses

²⁰ G. Monarque, *Un Général allemand au Canada*, p. 34.

²¹ Berthelot, *Mémoire*, p. 240.

si un mouvement, inspiré par Aaron Hart et d'autres fournisseurs, ne se fût dessiné vers 1790, pour inciter la nouvelle nation américaine à honorer ses créances.

Aaron Hart choisit comme premier procureur le notaire Badeaux, celui-là même qui avait tenu un journal des opérations militaires. Le notaire Badeaux était depuis longtemps l'aviseur et le conseiller des Ursulines, qui le tenaient, à juste titre d'ailleurs, en haute estime et en qui elles avaient une entière confiance. C'est à la propre demande du notaire que la direction de la Communauté lui confia le dossier complet des détails qu'elles possédaient sur cette affaire. C'est pourquoi le précieux document suivant se trouve aujourd'hui dans le greffe du notaire Badeaux, aux Archives du Palais de Justice de Trois-Rivières, à la date du 10 septembre 1792.

*Liste des soldats blessés de l'Armée continentale soignés
à l'Hôpital des Ursulines de Trois-Rivières
1775 - 1776*

No 1 — SAMUEL ROCKS, entré à l'hôpital le 4 décembre 1775, sorti le 4 janvier 1776.	Lv.	Sols	Den.
31 jours à 10 deniers par jour pour pension	1	5	10
Remèdes et soins	0	10	0
No 2 — JOSEPH CASAVANT, soldat canadien appartenant au régiment du Colonel Livingstone, entré à l'hôpital le 5 décembre 1775, sorti le 4 janvier 1776.			
31 jours à 10 deniers par jour pour pension	1	5	10
Pour remèdes		5	
No 3 — WALTER WEST, entré à l'hôpital le 5 décembre 1775, sorti le 4 janvier 1776.			
30 jours à 10 deniers par jour pour pension	1	5	0
Pour remèdes		12	1
No 4 — NICHOLAS FITCOMB, entré à l'hôpital le 12 janvier 1776, sorti le 15 février.			
34 jours à 10 deniers par jour	1	8	4
Pour remèdes		10	10

No 5 — M. DONALL, entré à l'hôpital le 19 janvier 1776, sorti le 25 février.			
37 jours à 10 deniers par jour	1	10	10
Pour remèdes		10	
No 6 — THOMAS POLLARD, entré à l'hôpital le 12 février 1776, sorti le 26 du même mois.			
14 jours à 10 deniers par jour pour pension		11	8
No 7 — Un soldat du régiment de Garrison, séjour à l'hôpital de 4 jours, à 10 deniers	0	3	4
Pour remèdes	0	2	6
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	10	13	0

(Monnaie courante d'Halifax)

12 mars 1776 —

ACKNOWLEDGE GOOD BY ME

William Goforth,
Commander of Three Rivers

*Soldats blessés transportés à l'Hôpital des Ursulines
de Trois-Rivières — 1776*

No 1 — JOHN RAINS, de la compagnie du capitaine Goforth, entré à l'hôpital le 10 mars, sorti le 26.			
16 jours à 10 deniers	<i>Lv.</i>	<i>Sols</i>	<i>Den.</i>
Remèdes	0	13	4
		3	4
No 2 — JAMES KELLY, de la compagnie du capitaine Joans, entré le 23 mars, sorti le 30.			
7 jours à 10 deniers	0	5	10
Remèdes	0	3	4

No 3 — WILLIAM WARD, de la compagnie du capitaine Houst, entré le 17 mars, mort le 27.			
10 jours à 10 deniers	0	8	4
Remèdes	0	6	0
Pour son cercueil	0	7	6
No 4 — BENJAMIN LARABY et THOMAS CROOK, de la Cie du Major Curtis, entrés à l'hôpital le 11 mars, sortis le 30.			
19 jours à 10 deniers chacun	1	11	8
Remèdes	0	8	4
No 5 — JOHN HUNTLEY et THOMAS SANDS, de la Cie du capitaine Houst, entrés le 20 mars, sortis le 30.			
20 jours à 10 deniers chacun	0	16	8
Remèdes	0	7	6
No 6 — JOHN MOLONY, de la compagnie du capitaine Houst, entré le 19 mars, sorti le 29.			
10 jours à 10 deniers	0	8	4
Remèdes	0	5	7
No 7 — EBENEZER WILLIAMS, de la compagnie du capitaine Stevens, entré le 7 mars, sorti le 30.			
23 jours à 10 deniers	0	19	2
Remèdes	0	8	4
No 8 — JOSEPH GREENWAY, officier du régiment de cavalerie, entré le 23 mars, sorti le 30.			
7 jours à 10½ deniers par jour	0	13	1½
Remèdes	0	5	10
No 9 — JESSE HETH, de la compagnie du capitaine Israel Curtis, entré le 12 mars, sorti le 23.			
14 jours	0	11	8
Remèdes	0	3	4

Remèdes et soins à divers soldats hors de l'hôpital	0	15	8
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	10	2	10½

(Monnaie d'Halifax)

April 2, 1776 —

ACKNOWLEDGE GOOD BY ME

William Goforth,
Commander of Three Rivers

Etat des malades de l'Armée continentale, qui ont été soignés et médicamentés à l'hôpital des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières, depuis l'arrêté du compte du 30 mars jusqu'à ce jour, 24 avril 1776, et de leurs dépenses :

No 2 — JACQUES KELLY, de la compagnie du capitaine Jones, du 30 mars au 5 avril qu'il est sorti. 6 jours de pension	6"
No 4 — BENJAMIN LARABI et THOMAS CROOK, de la compagnie du major Christie, du 30 mars au 5 avril, fait six jours, et Thomas Crook, du 30 mars au 17 avril, fait 18 jours, en tout 24 jours	24"
No 5 — JEAN HUNTLY et THOMAS SAINDS, de la compagnie du capitaine Stout, du 30 mars au 5 avril, chacun six jours, en tout	12"
No 7 — ELIENZER WILLIAM, de la compagnie du capitaine Stevens, du 30 mars au 20 avril — 21 jours	21"

Malades entrés depuis le 30 mars

No 10 — Un malade reçu sur un billet d'un officier ci-joint, entré à l'hôpital le 28 mars 1776, sorti le 11 avril	14"
Pour remèdes	9" 18

No 12 — Un malade reçu sur un billet de M. le capitaine William Goforth, entré à l'hôpital le 11 avril, sorti le 18	7"
Pour remèdes	6"
Pour remèdes fournis sur billets de M. le Commandant de la garnison :	
No 1 pour 4"; No 2 pour 2"; No 3 pour 3" 15;	
No 4 pour 8"; No 5 pour 2"; — 10, en tout —	12" 18

Aux Ursulines des Trois-Rivières,
le 24 avril 1776

(Signé) Sr de la Nativité, Hospitalière,
Dept. des Pauvres

Un Bostonnais, reçu à notre hôpital par ordre du capitaine Pierre Cassel, le 30 avril, mort le 13 de may, fait 13 jours

13"

(Signé) Sr Nativité, Hospitalière
et Dept. des pauvres

130" 11
(Halifax)

ou £ 5 8 5 ½
10 13 0
10 2 10 ½

TOTAL : £ 26 36"

Sr Nativité, Hospitalière

* * *

Du 4 décembre 1775 jusqu'au 13 mai 1776, les soins, la nourriture et les remèdes fournis par les Ursulines aux soldats bostonnais se chiffrent donc à 26 livres 36 sols, monnaie d'Halifax, soit environ cent trente dollars, cours de l'époque.²² On ne peut accuser les religieuses d'avoir exploi-

²² Le système monétaire à cette époque était passablement compliqué, car on pouvait utiliser quatre formes différentes de calcul : la livre française, le dollar, la livre sterling et la livre cours d'Halifax. (Cf. Adam Short, *Documents relatifs à la monnaie*, etc., Ottawa, 1925-26; Marcel Trudel, *Le Régime militaire dans le Gouver-*

té la situation à leur profit, en hébergeant et soignant les soldats pour six dollars par mois, remèdes compris. Et il ne fait pas de doute que le capitaine Goforth était plus que satisfait d'apposer sa signature au bas d'une feuille qui indiquait que ses soldats blessés étaient nourris et soignés pour dix deniers par jour. Il est vrai, comme on peut le constater par la signature de la religieuse responsable, que ces soldats étaient logés au local des pauvres, bénéficiant donc d'un prix de faveur. On reste stupéfait cependant de constater que, s'en tirant à si bon compte, les officiers de l'armée bostonnaise n'aient pas fait un effort de bonne volonté pour au moins amoindrir un peu la dette contractée envers les religieuses.

Il ne serait pas exagéré de doubler ce montant, s'il fallait ajouter les vivres et les remèdes fournis aux soldats jusqu'au départ de l'armée, en juin. Tenons-nous-en toutefois au chiffre officiel, le seul dont nous sommes sûrs, celui dont les religieuses espéraient obtenir le remboursement.

Mais les démarches du notaire Badeaux restèrent sans résultat, tant pour les religieuses que pour le marchand Aaron Hart, qui réclamait pour sa part 1,084 dollars²³, plus les intérêts à six pour cent, pour vivres, vêtements et boissons de tous genres. On doit toutefois, en toute justice, établir une différence, à tout le moins une différence morale, entre la réclamation des Ursulines et les sommes exigées par des commerçants comme Aaron Hart, Christophe Péliissier, James Bell, de Chambly, Louis Ayotte, de Saint-Ours, et tous les autres qui, eux, ont délibérément et volontairement accepté de devenir fournisseurs de l'armée continentale et qui, par le fait même, acceptaient tous les risques et aléas que ce marché comportait.

Le cas des Ursulines est complètement différent. Les sacrifices qu'elles se sont imposés, leurs dépenses de vivres, médicaments, vêtements, étaient uniquement inspirés par le dévouement et la charité.

En somme, si on considère le seul aspect humain de la situation, la dette des Etats-Unis envers les Ursulines de Trois-Rivières est incalculable. Elle ne peut réellement être évaluée en piastres et cents. On l'ad-

nement de Trois-Rivières, pp. 83-86.) Une livre cours d'Halifax équivalait à environ 24 livres françaises. On a déjà laissé entendre qu'à l'époque où le notaire Badeaux cherchait à obtenir le paiement du compte des Ursulines, vers 1792, ce compte s'élevait alors à 1900 livres. Il s'agit ici de livres françaises et le calcul est exact, si on ajoute à la somme de 672 livres (ou 28 livres cours d'Halifax) l'intérêt composé à six pour cent de 1776 à 1792.

²³ Certains documents mentionnent 1064 dollars, d'autres 1316. Il semble qu'Aaron Hart ne savait pas lui non plus très exactement le montant exact qui lui était dû. En 1831, ses fils prétendaient que la dette américaine atteignait le chiffre de 60,000 dollars, et ils auraient refusé l'offre de 15,000 dollars faite par le président Jackson. (Dossier Hart, Archives du Séminaire de Trois-Rivières.)

mettra sans peine, elle est sûrement supérieure à ce chiffre ridicule de cent trente dollars.

Tenons-nous-en toutefois à ce montant officiel, pour établir que la somme de \$130. à intérêt composé à six pour cent, de 1776 à 1957, produit le chiffre fantastique de \$4,259,840.²⁴ Le tableau suivant a été dressé à notre demande, par un comptable agréé de nos amis.

*Accumulation d'une somme de \$130., à intérêt composé de 6%
par année, de 1776 à la fin de 1956, soit 180 ans*

<i>Année</i>	
1	\$ 130.00
12	260.00
24	520.00
36	1,040.00
48	2,080.00
60	4,160.00
72	8,320.00
84	16,640.00
96	33,280.00
108	66,560.00
120	133,120.00
132	266,240.00
144	532,480.00
156	1,064,960.00
168	2,129,920.00
180	4,259,840.00

Avons-nous besoin seulement de le souligner ? Il est inutile de songer à un remboursement possible. D'ailleurs, tel n'est pas le but de ce travail, qui est avant tout et uniquement un essai historique sur une période mouvementée de notre histoire.

Nous ne pouvons toutefois nous empêcher de penser (et nos lecteurs en arriveront sans doute à la même conclusion) que ce serait un beau geste de reconnaissance, de la part de la nation qui alors cherchait misérablement sa place au soleil et qui est devenue la plus riche du monde en biens maté-

²⁴. On sait qu'un montant prêté à intérêt composé de 6% par année fait plus que se doubler dans une période de douze ans. Ce chiffre est donc encore en-deçà de la vérité.

riels, de se souvenir de façon concrète que si les premiers soldats envoyés à la conquête de la liberté ont parfois connu, dans leurs heures de détresse, quelques moments heureux, ils doivent ce bonheur aux humbles infirmières Ursulines qui les ont patiemment soignés, dans le plus grand désintéressement, comme seules des religieuses peuvent le faire, au seul nom de la charité, c'est-à-dire au nom du Christ.

A handwritten signature in cursive script, reading "Raymond Douville". The signature is written in black ink on a white background. The first letter 'R' is large and loops back. The name is underlined with a single horizontal line.